

PROPOSITION DE CORRIGE POUR L'ETUDE CRITIQUE D'UN DOCUMENT D'HISTOIRE

Le travail de mémoire de l'Etat Français

Consigne : Après avoir présenté le document, vous montrerez les enjeux des mémoires de la guerre d'Algérie dits et non dits, pour l'Etat français

Décortiquage de la consigne au brouillon :

Après avoir présenté le document :

- **Nature du document** : il s'agit d'un discours, donc d'un texte écrit (par une équipe de conseillers) destiné à être prononcé oralement, donc emporter la conviction d'un auditoire, qui s'adresse à un public présent mais bien au-delà : ici au peuple algérien (puisque le discours est prononcé à l'Assemblée nationale algérienne, c'est-à-dire devant les députés représentant du peuple) , à l'Etat algérien (prononcé dans le cadre d'une visite officielle), mais aussi au-delà à l'attention des français, puisque c'est le chef de l'Etat qui représente donc tout un pays qui s'exprime
- **Auteur du discours** : probablement écrit par une équipe de conseillers du Président mais prononcé par François Hollande, qui est le nouveau président français depuis mai 2012 et qui est censé incarner un héritage socialiste, de gauche, porteur d'un discours sur la colonisation et la guerre d'Algérie, en rupture avec le précédent. (Le père de F Hollande était cependant un partisan de l'Algérie française mais le président est socialiste.) Il s'adresse aux députés algériens (des élus dont une grande partie sont proches du FLN au pouvoir) mais en tant que chef de l'ETAT français, il engage le peuple français et ce discours est très observé des deux côtés de la Méditerranée.
- **Contexte** : nous sommes en décembre 2012, 7 mois après les élections présidentielles qui ont porté François Hollande à la tête de la République française, contre Nicolas Sarkozy, candidat de l'UMP. Ce sont donc les premiers pas à l'International que fait François Hollande, dans un contexte de remous en méditerranée (les premières manifestations de ce qui deviendra le printemps arabe interviennent en Tunisie), où la coopération entre les pays du Sud et du nord de la méditerranée n'avance pas (en matière migratoire, diplomatique, lutte contre le terrorisme etc), et où les tensions sont installées entre l'Algérie et la France du fait du refus de N Sarkozy de prononcer des excuses au Président Bouteflika, au nom de la France. Pour autant, l'Algérie est en 2012 un partenaire énergétique et commercial essentiel pour la France. François Hollande a donc besoin d'imprimer un style nouveau, en rupture avec son prédécesseur dans les relations avec l'Algérie, à la fois pour asseoir sa légitimité politique et en même temps pour se démarquer et obtenir des accords commerciaux avantageux avec elle. Le président parle donc aux algériens mais aussi aux français qu'il représente. En outre, 2012 est l'année de la commémoration de la fin de la guerre en 1962 qui soulève bien des polémiques et réactive des querelles mémorielles.
- **Idee générale** : le président français souhaite reconnaître officiellement l'injustice de la colonisation mais aussi ouvrir des perspectives de réconciliation et d'écriture d'une mémoire partagée. C'est donc un exercice difficile qui doit ménager tout le monde et reconnaître des souffrances d'un peuple sans en accabler un autre. Il est donc d'emblée confronté à la pluralité des souffrances et des mémoires.

Il faut alors à cette étape, explicitez la consigne et la reformuler, puis annoncer les différentes parties pour y répondre : Ici tout tourne autour de la notion « **d'enjeu de mémoires** ». Un enjeu est ce qui pose problème, question. **ICI** la consigne portait sur : Les enjeux des mémoires, ce qu'ils sont POUR L'ETAT FRANÇAIS EN 2012. Donc si on reformule : **ce qui continue à poser problème à l'Etat français en 2012 à propos de la Guerre d'Algérie**

A partir de là, on pouvait donc proposer deux ou trois plans possibles pour répondre à la question :

Ce qu'il faut relever comme défi pour l'Etat français quand on parle de la guerre d'Algérie c'est : ménager toutes les mémoires encore sensibles en 2012 et appeler à l'écriture d'une histoire commune (en montrant l'exemple de l'ouverture des archives)

- **Un enjeu pour l'Etat français : celui des mémoires concurrentielles en France en 2012**
 - Celle des appelés
 - Celle des harkis
 - Celle des pieds-noirs (ref au texte)
 - Celle des militaires
 - Celle des jeunes issus de l'immigration algérienne (ref au texte)

- **Un enjeu pour l'Etat français : la reconnaissance des massacres, de la torture et de l'abandon des harkis**

Reconnaître la nature injuste de la colonisation, se positionner en rupture avec l'article de la loi Mékachera qui avait fait débat et aboli par Jacques Chirac, tout en accablant pas la France pour être accusé de « haine de soi », et donner des gages d'une avancée aux algériens sans s'excuser.

- **Des enjeux non-dits pour l'Etat français :**
 - ✓ Répondre aux attentes politiques et sociales fortes en France :
 - Revenir sur la loi Mekachera de 2005 et se positionner à gauche conformément aux attentes de l'électorat
 - Répondre aux jeunes de banlieue
 - Repositionner un nouvel héritage socialiste après plusieurs mandats de droite. (sur la censure, la torture, les massacres de Sétif et de Guelma, du 17 oct 1961,)

 - ✓ Les relations diplomatiques, économiques et politiques de la France et de l'Algérie (nécessité d'œuvrer ensemble contre le développement du terrorisme (en 2012, guerre au Mali), sur le contrôle des flux migratoires, relancer le projet d'union méditerranéenne avec un partenariat solide, s'assurer une coopération commerciale (énergétique, technologique etc)

On pouvait aussi adopter une démarche plus simple :

- **Les enjeux dits dans le texte**
 - Il y a des mémoires concurrentielles à dépasser
 - Il y a des souffrances partagées
 - Il faut reconnaître la torture et les massacres (17 octobre 1961/ Oran..)
 - Il faut reconnaître les effets négatifs de la colonisation et son injustice

- **Les enjeux non dits**
 - ✓ Répondre aux attentes politiques et sociales fortes en France :
 - Revenir sur la loi Makachera de 2005
 - Répondre aux jeunes de banlieue sur le passé (harkis, franco algériens etc)
 - Repositionner un nouvel héritage socialiste après plusieurs mandats de droite. sur la censure, la torture, les massacres de Sétif et de Guelma, du 17 oct 1961,)

 - ✓ Les relations diplomatiques, économiques et politiques de la France et de l'Algérie (nécessité d'œuvrer ensemble contre le développement du terrorisme (en 2012, guerre au Mali), sur le contrôle des flux migratoires, relancer le projet d'union méditerranéenne avec un partenariat solide, s'assurer une coopération commerciale (énergétique, technologique etc)